

Réduire les risques par la prévention !



©Djimeadoun Mittra/Le Progrès

Pour favoriser le bon déroulement de la campagne agropastorale, l'Etat et ses partenaires ont à nouveau déployé de nombreux moyens (mise à disposition de semences, d'engrais, de motoculteurs et tracteurs, appui technique et encadrement des producteurs...).

Les nombreux investissements réalisés contribuent à réduire les risques associés à la production. La production est en effet très sensible aux aléas naturels difficilement maîtrisables tels que le climat et les ravageurs des cultures. La gravité des risques dépend essentiellement de la nature et l'ampleur des aléas (inondations, sécheresse...) et de la vulnérabilité des populations. Plus les populations ont les moyens de s'adapter, moins elles sont vulnérables aux risques.

La prévention et la gestion des risques de catastrophe fait partie des priorités du cadre de programmation pays de la FAO au Tchad. Si les moyens nécessaires à la prévention paraissent importants, ils coutent moins que l'action nécessaire en réaction, et au coup

par coup, après la survenue des catastrophes.

C'est ainsi que depuis le 23 aout 2013, l'Agence Nationale de Lutte Antiacridienne (ANLA) a déployé un dispositif de prévention avec l'appui technique de la FAO et d'autres partenaires financiers. Pour compléter ce dispositif, la FAO a affrété un hélicoptère (photo) sur les fonds CERF des Nations Unies pour surveiller les populations de criquets pèlerins et identifier les zones où ils constituent une menace. Les prospections ont ainsi été réalisées sur près de 320 000 km² couvrant les zones grégarigènes (Abéché, Fada, Faya et Salal) susceptibles d'abriter des larves de criquets pèlerins. Ces vols d'inspection ont permis de conclure que la situation acridienne reste stable et rassurante au Tchad avec un risque d'invasion du criquet pèlerin faible, bien qu'il faille rester vigilant. Les actions de prévention mises en œuvre permettent de donner l'alerte à temps et d'apporter une réponse appropriée pour sauver les milliers d'hectares de cultures et de pâturages qui risqueraient d'être ravagés.

Un système d'alerte harmonisé et mis à jour régulièrement est un moyen efficace de gérer les risques. C'est pourquoi la FAO a répondu favorablement à la demande du Gouvernement de l'appuyer pour se doter d'une structure durable d'information sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce.

L'appui de la FAO à la formulation d'une politique semencière est aussi un exemple. Assister les ménages en provisions de semences après les crises ne leur permettra pas d'être résilients si chaque année ils n'ont pas les moyens de s'en procurer eux même. Un véritable système national semencier est requis pour stimuler la production, le contrôle, la commercialisation et l'utilisation de semences saines, à haut rendement, et adaptées à l'environnement tchadien.

Toutes les actions en cours en soutien aux institutions contribuent à la définition d'une vision de développement rural qui puisse bénéficier directement aux ménages ruraux dans l'amélioration de leur accès aux ressources pour gagner en autonomie et être plus résilients face aux risques de catastrophes.

**LA SANTÉ DES POPULATIONS
DÉPEND DE SYSTÈMES
ALIMENTAIRES SAINS**

Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition
Journée mondiale de l'alimentation
16 octobre 2013



Le Cadre de Programmation Pays (CPP) de la FAO au Tchad pour la période 2012-2016 est opérationnel

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, Dr Ngariera Rimadjita, le Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, Mr Issa Ali Taher et le Représentant de la FAO, Mr Germain Dasylyva ont signé le 11 Septembre 2013 le Cadre de Programmation Pays (CPP) de la FAO au Tchad pour la période 2012 – 2016 en présence des membres du gouvernement et des cadres des ministères en charge du développement rural.

Le CPP définit les priorités de la collaboration entre la FAO et le Gouvernement du Tchad ainsi que les résultats à atteindre pour la période 2012-2016 afin de soutenir les objectifs nationaux en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement rural. Ce nouvel outil de planification, de mobilisation de ressources et de dialogue avec les partenaires devra permettre, à terme, d'améliorer l'efficacité, l'efficience et l'appropriation de l'assistance de la FAO au Tchad.

Sur la base des avantages comparatifs de la FAO, de son mandat et de ses capacités de mobilisation des ressources et de mise en œuvre, le Gouvernement du Tchad et la FAO conviennent à travers le CPP de concentrer leur coopération autour des quatre domaines d'intervention prioritaires qui sont le développement de filières porteuses ; la prévention et la gestion des risques de catastrophes ; la gestion durable des

ressources naturelles ; et l'appui aux politiques et stratégies de développement rural.

Le CPP a été formulé en concertation avec les Partenaires Techniques et Financiers par le personnel de la FAO et les experts des quatre ministères en charge du secteur rural. L'ensemble

des parties prenantes a été informé et consulté tout au long du processus de formulation lancé en juillet 2012. A la fin



De la gauche vers la droite le Ministre de l'Agriculture, son collègue de l'Economie et de Plan et le Représentant de la FAO signant le document

du processus, un atelier de validation a été organisé en décembre 2012 avant l'approbation du document par le siège de la FAO en juillet 2013.

Appui à la mise en place d'une politique semencière et d'outils de gestion des données des recensements agricole et d'élevage au Tchad

Les Ministres de l'Agriculture et du Développement pastoral ont signé avec le Représentant de la FAO deux projets de coopération technique (TCP) portant sur la politique semencière et les recensements généraux de l'Agriculture et de l'Elevage le 14 Septembre 2013 au centre régional de recherche de Gassi.

C'est l'ombre des manguiers de la station de recherche agronomique de Gassi qui a servi de cadre à la cérémonie de signature des deux documents de projets TCP destinés à l'appui à l'élaboration d'une politique semencière et d'une assistance pour la réalisation du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) et du Recensement Général de l'Elevage (RGE).

Le projet d'appui à l'élaboration d'une politique semencière revêt une importance capitale dès lors que la disponibilité en semences améliorées constitue un défi majeur pour le pays. Ce projet d'un montant de 300 000 dollars USD sera donc mis à profit pour asseoir un dispositif national approprié, responsabilisant les différents acteurs dans ce secteur et capable de diffuser sur l'ensemble du territoire national cet intrant.

Le second projet, d'un montant de 327 000 dollars USD est destiné à doter le Ministère de l'Agriculture et de l'irrigation d'un instrument méthodologique et des programmes de traitement informatique, d'analyse et de publication des résultats.

Le projet permettra aussi de mettre à la disposition du Ministère du développement pastoral et des productions animales une expertise et des mécanismes de formation pour la collecte de données, le traitement informatique, l'analyse et la publication des résultats afin de finaliser le processus de



Présentation d'échantillons de semences produits au centre régional de recherche de Gassi après la signature du document.

recensement Général de l'Elevage (RGE) lancé en novembre 2012 à Ouidjedd par le Chef de l'Etat.

Prospection antiacridienne

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, Dr Ngariera Rimadjita et le Représentant de la FAO, Germain Dasylya se sont rendus à Moussoro du 20 au 22 septembre 2013 pour une visite d'inspection de la lutte contre le criquet pèlerin que mène l'Agence Nationale de Lutte Antiacridienne . Ils ont aussi visité quelques exploitations agricoles ayant bénéficié de l'appui technique de la FAO.

La mission de survol des zones grégariennes par l'hélicoptère affrété par la FAO s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet «Emergency assistance for controlling a Desert Locust outbreak in the Sahel» financé par le CERF. Cette mission qui a démarré depuis le 04 Septembre s'effectue avec des équipes tchadiennes de l'Agence Nationale de Lutte Antiacridienne (ANLA). La prospection a porté sur les zones susceptibles d'abriter des larves de criquets pèlerins afin de donner l'alerte à temps et apporter une réponse appropriée pour sauver les milliers d'hectares de cultures et de pâturages qui risquent d'être ravagés. La mission de survol a été effectuée sur les zones d'Abéché, Fada, Faya et Salal.

Selon le directeur adjoint de l'ANLA, «les 320 000 Km² survolés présentent des indices globalement rassurants, sauf dans le Wadi-Fira et Ouaddaï où la bonne pluviométrie et la végétation font craindre une reproduction des criquets pèlerins». Pour le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, Dr Ngariera Rimadjita, «cette inspection nous rassure et démontre que l'anticipation est la meilleure des mesures à prendre. Nous avons trouvé des indices rassurants. Cela veut dire qu'il faut continuer la surveillance de manière à ce que les



Les équipes du Ministère de l'Agriculture et de la FAO juste avant le survol de prospection



Visite du champ de manioc du Groupement Dabanga

criquets n'aient pas de circonstances favorables pour se reproduire. »

Le Représentant de la FAO, Germain Dasylya a rappelé la disponibilité de FAO à accompagner les efforts du gouvernement, rappelant que c'est grâce au fonds CERF des nations-unies que l'hélicoptère a pu réaliser cette mission de prospection.

Après le survol, le Ministre et le Représentant se sont rendus dans un ouaddi où le groupement Dabanga, appuyé par la FAO, pratique la culture maraîchère et celle du manioc.

Le manioc a été introduit dans cette partie du Tchad dans le cadre du projet d'appui à la gestion intégrée du manioc (PAGIM). Selon le chargé de programme de la FAO, Batedjim Noudjalbaye, «l'introduction du manioc s'est faite à partir de l'Institut d'Agronomie tropicale d'Ibadan au Nigeria. Des variétés ont été testées au niveau de la ferme de Deli au sud du Tchad. Les variétés les plus performantes ont été identifiées par les producteurs. A la suite de cette identification, une multiplication et production de bouture saine a été effectuée notamment sur les variétés appréciées par les producteurs».

En dépit des mesures prises pour garantir un bon démarrage de la campagne, celle-ci a débuté timidement avec retard du fait des irrégularités pluviométriques. La production sera fortement dépendante de la prolongation des pluies et de la pression des déprédateurs des cultures.

Dans la zone soudanienne, les déficits pluviométriques enregistrés jusqu'en juillet ont été plus ou moins comblés en août occasionnant des inondations dans certaines localités des régions du Mayo-kebbi Est et Ouest. Au 31 août, la pluviométrie de l'année est déficitaire dans l'ensemble des postes d'observations météorologiques par rapport à la moyenne quinquennale (les déficits varient entre 37 à 174 mm). Dans la zone sahéenne, les déficits sont plus marqués dans le Guera, le Batha à l'exception de Oumhadjer, Mangalmé et Bitkine. Les écarts comparés à la moyenne quinquennale sont de l'ordre de 10 à 94 mm. La zone saharienne de Kalait dans l'Ennedi a par ailleurs bénéficié d'une pluviométrie exceptionnelle qui a été à l'origine d'inondations.

D'après l'Office National de Développement Rural (ONDR), les surfaces emblavées sont de l'ordre de 3 956 723 ha (dont 176 068 ha de coton) contre 4 388 422 ha (dont 208 253 ha de coton) l'an passé. Les superficies emblavées seraient donc en diminution de 10% pour les cultures vivrières et 15% pour le coton. Compte-tenu des déficits pluviométriques et d'emblavures, la production sera fortement dépendante de la prolongation des pluies et de la pression des déprédateurs des cultures. La présence des criquets migrateurs signalée dans la bande sahéenne et particulièrement au Niger est suivie de très près par la FAO et le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation. Un hélicoptère a été mis à la disposition de l'ANLA pour assurer la surveillance des criquets et envisager les réponses les plus appropriées pour leur faire face.



Les différents services déconcentrés du MAI ont mobilisé leurs dispositifs techniques pour accompagner les producteurs afin de maximiser le niveau production malgré les « impondérables » liés à la campagne. Le PNSA a aussi appuyé la fourniture des semences améliorées, l'accroissement des possibilités de labour et l'amélioration du ratio d'encadrement (recrutement des techniciens).

Si la production des cultures pluviales sera sans doute moins importante que l'an passé, des mesures de rattrapage peuvent être envisagées telles que l'intensification des cultures de décrue ainsi que la mise en place des cultures maraîchères et de contre saison. Notons également les plantes à racines et tubercules en pleine expansion dans la zone soudanienne et sahélo-soudanienne qui peuvent contribuer à réduire les effets d'une production céréalière réduite.

Situation de la campagne pastorale 2013

Avec le démarrage tardif des pluies, les systèmes pastoraux ont connu une période de soudure relativement longue qui a affaibli les troupeaux et occasionné des pertes de tête de cheptel poussant les éleveurs à déstocker fortement jusqu'au mois de juin. Avec les pluies conséquentes des mois de juillet et août, les troupeaux ont pu retrouver les pâturages et les points d'eau permettant de produire le lait et la viande dont les populations ont besoin.

Le cheptel national n'a pas été touché par de grandes épizooties jusqu'à maintenant, mais une surveillance sanitaire est effectuée pour permettre l'organisation d'une réponse adéquate si des risques se présentent. Différents foyers de maladies saisonnières ont été détectés et traités localement.

Les transhumances de l'année 2013 vont certainement suivre le décalage général de la saison pluvieuse.

Point sur la campagne agricole 2013-2014



© FAO/TCHAD

L'abondance de pâturage au centre et au nord va retarder la descente des troupeaux vers le sud
 ...suite de la Page 4

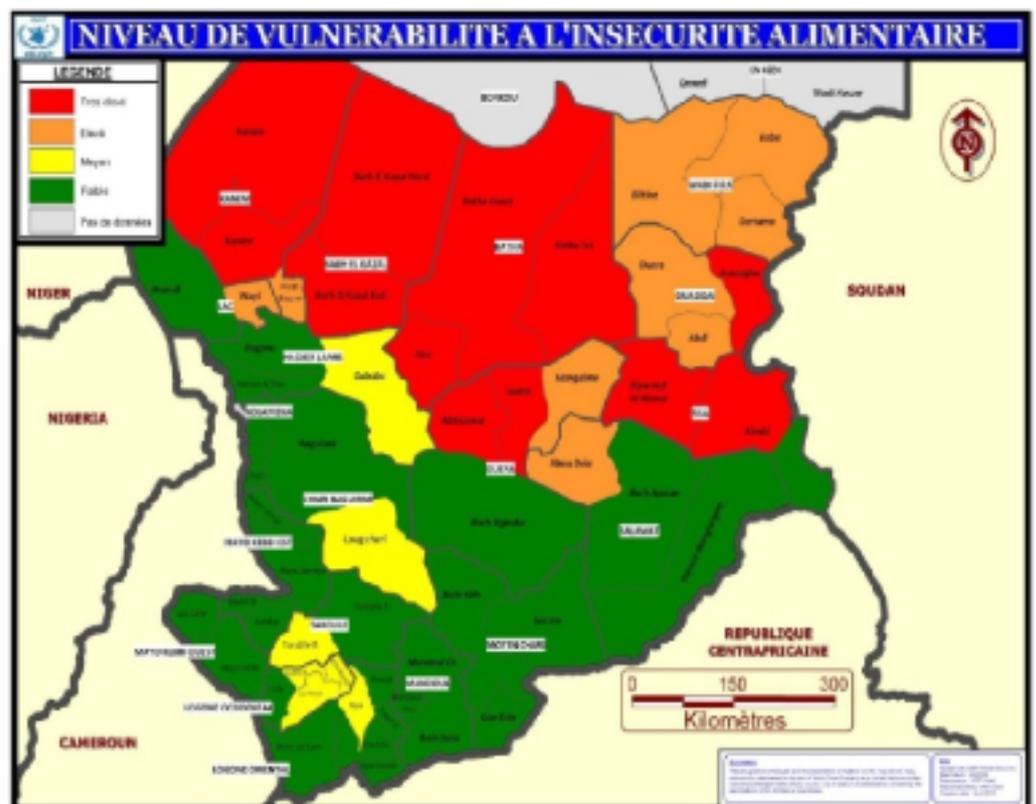
Situation alimentaire et nutritionnelle

Les populations ayant bénéficié de récoltes satisfaisantes lors de la campagne 2012-2013 ont moins souffert durant la période de soudure que celles ayant subi les préjudices des inondations et des ravageurs des cultures, mais la majorité de la population reste très dépendante du marché. Les interventions d'assistance alimentaire des acteurs humanitaires et des ventes subventionnées organisées par l'Etat (ONASA) ont permis de réguler le prix des marchés du nord du Tchad, mais une distinction atypique est soulignée entre les marchés de la bande sahélienne et ceux de la bande soudanienne, où les populations sont

structurellement dépendantes des marchés, l'augmentation des prix est considérée comme normale à la saison (même avec la période

de ramadan) et ne montre ni de pics ni de flambées. Dans la zone soudanienne, une dépendance au marché a été observée plus précocement du fait des pertes de récoltes liées aux inondations, avec des hausses de prix supérieures à celles de la zone nord et ayant obligé les commerçants à s'approvisionner au Cameroun et en Centrafrique. La bande sahélienne est la plus marquée par l'insécurité alimentaire ainsi que par des forts taux de malnutrition infantile, même après la bonne campagne agricole 2012-2013. La problématique de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle reste donc la priorité de nombreux acteurs nationaux et internationaux qui tentent de mettre en place des réponses aussi bien à court, moyen que long termes.

Classification des régions suivant leur niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire



Elaboration d'une réglementation zoosanitaire en Afrique Centrale

Un atelier de validation du rapport préparatoire de la réglementation zoo sanitaire pour la zone CEMAC a eu lieu le 11 juillet 2013 à N'Djaména.

Le développement du cheptel et sa valorisation à la consommation dépendent essentiellement de l'état sanitaire des animaux. Ce qui exige une réglementation bien structurée et appliquée. La FAO appuie les six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Centrafrique, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad) à se doter d'une telle réglementation. L'objectif du processus est de parvenir à l'instauration progressive d'un territoire zoo sanitaire unique avec des règles et mesures communes de gestion de la sécurité sanitaire des animaux et des denrées alimentaires d'origine animale. Il s'agira aussi d'assurer la surveillance zoo sanitaire, la protection sanitaire des médicaments vétérinaires, l'exercice de la profession vétérinaire, le contrôle des animaux sur pieds et des viandes fraîches au sens de l'OIE, l'harmonisation des systèmes de contrôle au passage des frontières intercommunautaires et dans la sous-région et la répression des fraudes. Pour le Tchad, premier pays d'élevage

de la sous-région, les priorités sont l'élaboration d'une législation sur la circulation plus fluide des animaux à l'intérieur de la zone CEMAC y compris en transit vers d'autres destinations ; l'organisation commune des campagnes de vaccination ; la coordination de la lutte contre la peste porcine africaine (PPA) ; l'harmonisation des législations de contrôle sanitaires et leur application effective, les médicaments vétérinaires y compris les vaccins. Pour y arriver, le Tchad doit, entre autres, moderniser la filière viande ;



A terme, les six pays de l'Afrique Centrale auront un territoire Zoosanitaire unique

améliorer l'hygiène des viandes ; et rénover les systèmes d'inspection. Une refonte de la législation alimentaire ; la formation et la responsabilisation des professionnels ; la sécurisation des transactions commerciales ; la facilitation des transferts de fonds entre pays sont aussi nécessaires.

Un plan quinquennal de développement de l'Agriculture

Au sortir du forum national sur le développement du monde rural et afin de traduire ses résultats dans les faits, le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation a pris l'engagement d'élaborer et de mettre en œuvre un plan quinquennal pour la période 2013-2018 dont les axes ont été examinés au cours d'un atelier de validation qui s'est tenu du 23 au 24 juillet 2013 à N'Djaména.

En dépit du rôle prépondérant que joue le pétrole dans l'économie nationale, l'agriculture reste le secteur déterminant du développement socio-économique du pays. Cependant l'absence d'un cadre d'orientation stratégique et opérationnel a amené le gouvernement à élaborer le plan quinquennal, horizon 2018. Ce document a permis aux cadres nationaux de mettre en place un processus interactif et participatif de formulation.

Tout au long de ce processus, la FAO a apporté un appui technique et financier dans le cadre du programme National de Développement (PND 2013). L'atelier qui a été organisé du 23 au 24 juillet 2013 avec le concours de la FAO a permis d'amender la version

initiale du document.

Des trois scénarii proposés le dernier a recueilli l'assentiment de tous les participants dès lors qu'il envisage en priorité de couvrir les besoins alimentaires des populations et de dégager un surplus qui sera affecté aux opérations marchandes avec l'extérieur.

Ce plan servira de feuille de route au MAI pour les cinq années à venir afin d'accroître la disponibilité alimentaire et surtout céréalière et de donner une impulsion réelle à la production agricole qui demeure encore aléatoire et tributaire de la pluviométrie. Les axes prioritaires pour atteindre ces objectifs résident dans la maîtrise de l'eau, la diversification et l'intensification de la production, le renforcement du dispositif de prévention et de gestion des

crises alimentaires, le renforcement des capacités des services techniques et des organisations des producteurs et l'appui à la promotion des filières agricoles porteuses.

Ce plan est conforme aux priorités définies lors de l'élaboration du CPP qui lie les actions de la FAO à celle du Gouvernement.

Au terme de cette rencontre, les participants ont formulés des recommandations qui reposent entre autre sur la promotion et l'utilisation des énergies renouvelables par le monde rural, l'élaboration du code rural pour une meilleure gestion du foncier et l'accompagnement des cadres des ministères techniques admis à la retraite aux fins de s'installer comme agriculteurs modernes.



Projet de renforcement de la résilience des maraichers et des éleveurs du Sila

Dans le cadre du renforcement de la résilience des populations affectées par les chocs et les crises, le PNUD en partenariat avec la FAO, met en œuvre à partir de septembre 2013 un projet intitulé «projet pilote de protection et de restauration durable des moyens productifs des éleveurs et maraichers du Sila, par la structuration, l'amélioration de la santé animale et l'association agriculture-élevage».

C'est à la suite des rencontres participatives initiées en juin dernier à Goz Beida sur le thème de la « Résilience » le PNUD, a lancé une dynamique sur la région du Sila via un premier projet conjoint avec la FAO orienté vers les secteurs de l'agriculture de contre saison et de l'élevage. Ce projet qui est mis en œuvre à partir de septembre 2013 est intitulé «projet pilote de protection et de restauration durable des moyens productifs des éleveurs et maraichers du Sila, par la structuration, l'amélioration de la santé animale et l'association agriculture-élevage». Les problématiques qui sont soulevées par le projet sont la fertilité et l'érosion des sols des parcelles de cultures intensives de contre saison (maraichage) ; la disponibilité locale de médicaments

vétérinaires pour le traitement et la vaccination rapide du bétail et l'organisation collective des éleveurs et des maraichers au sein de leurs filières. Plus de 2000 éleveurs et 1500 maraichers et maraichères seront les bénéficiaires et les acteurs de ce projet.

Au sein de la FAO, le concept de résilience fait partie intégrante des stratégies aussi bien au niveau global que local. La FAO définit la résilience comme : « la capacité à prévenir et atténuer l'impact des catastrophes et les crises ainsi qu'à anticiper, absorber les chocs et adapter ou rétablir la situation d'une manière rapide, efficace et durable ». Cela comprend la protection, la restauration, la transformation et l'amélioration des systèmes de moyen d'existence face aux menaces ayant un impact sur l'agriculture, la sécurité nutri-

tionnelle et alimentaire et la sécurité des aliments. Cette définition s'appuie sur 4 piliers principaux qui sont le renforcement de la gouvernance des risques et des crises ; les systèmes de suivi et d'alerte précoce ; l'application des mesures de prévention et atténuation de l'impact et la préparation des réponses aux crises.

La promotion et le renforcement de la résilience doivent aujourd'hui être considérés comme des voies à soutenir aussi bien aux niveaux des territoires que dans les stratégies de plus haut niveau. Particulièrement pour le Tchad qui, comme les autres pays de la bande sahéenne, reste exposé à des risques climatiques et sécuritaires et qui peine à réduire les vulnérabilités des populations aussi bien urbaines que rurales.

8 millions de dollars pour les sinistrés du Tchad

Le Fond Central d'Intervention pour les Urgences Humanitaires (CERF), fonds de réserve créé en 2005 par les Nations Unies pour permettre une assistance plus rapide et plus fiable aux victimes de catastrophe et d'urgences a alloué 8 millions de dollars au Tchad en juillet 2013 pour organiser des interventions d'urgence avec pour objectif principal : « sauver des vies ». Dans ce cadre, le Cluster Sécurité Alimentaire a bénéficié d'un montant de 1,7 millions de dollars, pour l'assistance alimentaire mais aussi, les urgences agricoles et élevage qui ont été sous financées depuis le début de l'année 2013. Ce fonds, géré par les agences des Nations-Unies en charge de la coordination du secteur Sécurité Alimentaire (FAO et PAM) et les membres du cluster, a été repartit de façon la plus pertinente afin d'assister les populations les plus affectées et vulnérables du pays. Ainsi, le travail fourni par la c o o r d i n a t i o n (FAO/PAM/OCHA) a permis

de proposer 7 projets par 7 organisations pour l'assistance des populations de la zone de Tissi dans le département de Kimiti et 4 projets dans la bande sahéenne (régions du Lac, Bahr El Gazal, Guéra et Ouaddaï) à travers l'assistance alimentaire, le maraichage de contre saison, la protection sanitaire des troupeaux et l'élevage de petit bétail. Ces projets soutiendront 73 000 personnes, aussi bien issues des populations en situation de déplacement ou de refuge (réfugiés soudanais et déplacés tchadiens de la zone de Tissi) ou encore celles étant les plus vulnérables de leurs communautés, particulièrement dans les ménages très pauvres des régions de la bande sahéenne. Ces projets en cours d'approbation par OCHA à New York, devraient démarrer courant septembre 2013 grâce aux concours des membres du cluster Sécurité Alimentaire présents et actifs dans les régions les plus démunies du Tchad.

Lancement des groupes thématiques de travail du cluster sécurité alimentaire

Au mois d'août 2013, suite à une réunion de réflexion mettant en lumière le manque de partage d'informations contextuelles au sein du cluster Sécurité Alimentaire, le Groupe Thématique de Travail (GTT) du Cluster s'est lancé dans un exercice d'évaluation qualitative de l'état de la campagne agricole et pastorale dans 24 sites de la bande sahéenne.

De la région du Lac jusqu'au Ouaddaï, d'est en ouest du sahel tchadien, cet exercice a pu se réaliser grâce au dynamisme du réseau des membres du cluster présents sur l'ensemble des régions de la bande sahéenne. Cette évaluation, au niveau de chacun des 24 sites des régions de la bande sahéenne, permettra un travail conjoint des membres du cluster : organisations internationales, nationales et étatiques. Les résultats de cette évaluation qualitative, basée sur l'expérience des membres et leur connaissance fine du milieu, seront diffusés au mois de septembre par le cluster après un travail de traitement et d'analyse par le GTT « Evaluation & Ciblage ».

Le cluster Sécurité Alimentaire, organe de coordination des actions d'urgences humanitaires du secteur de la Sécurité Alimentaire, est piloté par les agences des nations unies de la FAO et le PAM et compte près de 44 organisations membres (ONG nationales et internationales, Directions Techniques de 4 ministères, bailleurs de fonds, Agences de coopération et des nations unies). Au-delà de ses rôles de coordination, de plaidoyer, de veille informative, de soutien à la définition des

stratégies en matière de sécurité alimentaire ou encore de formation, le cluster joue aussi un rôle d'animation de plateforme de réflexion et d'analyse. Sur ce dernier point, l'équipe en place du cluster a cherché ces derniers mois à dynamiser ces aspects de partage d'informations, d'outils, d'approches et de méthodologies par le lancement des GTT, Groupes Thématiques de Travail. Ainsi, 4 Groupes sont actifs sur les thématiques des « Prix & Marchés », « Transferts monétaires & coupons », « Techniques de production agricole et d'élevage », « Evaluation & Ciblage ». Ces Groupes proposent des réunions mensuelles sur des problématiques techniques d'actualité pour apporter ensuite une synthèse et des recommandations techniques spécifiques aux autres membres du cluster lors de la rencontre mensuelle. Les réunions des GTT sont des lieux par excellence de débat pour explorer des sujets demandant le croisement d'expertises techniques, mais aussi pour lancer des dynamiques collectives au sein du cluster.

La dynamique des GTT étant liée au volontarisme et à la mobilisation des membres, les équipes de coordination du cluster et d'animation des GTT chercheront à communiquer le plus largement possible pour assurer la présence et la possibilité à tous les membres de participer.

Pour contacter le cluster :

adresse e-mail : fsctchad@foodsecuritycluster.net

Quand le petit élevage contribue à l'amélioration de la résilience des femmes vulnérables dans le Kanem

Mme Herta Youssouf, une paysanne de Boulangara dans le Sahel Ouest tchadien a pu augmenter son cheptel et ses revenus après avoir bénéficié d'un appui ponctuel de la FAO. Portrait

Quand en 2009, les pluies tant attendues tardaient à se mettre en place, nul ne se doutait de la gravité de la catastrophe qui se profilait à l'horizon. Le petit village de Boulangara 2, situé à quelques encablures de Mao, ne fut pas épargné à l'image de toute la région du Kanem, de cette sécheresse qui a sur son passage, entraîné des pertes de moyens d'existence considérables (champs de mil et cheptel) et créé ainsi, désolation et tristesse dans les ménages.

C'est dans ce contexte que la FAO, en juin 2010 octroyait à 20 femmes de Boulangara 2, affectées par les effets de la crise, des noyaux de 4 chèvres pour permettre à chacune d'elle de se remettre progressivement et de reconstruire ses moyens de subsistance. Ce message, Mme Herta Youssouf tout comme certaines de ses consœurs, l'a bien perçu. Trois ans après cette épisode, nous la retrouvons, assise sous un savonnier, observant avec fierté, paître son troupeau de chèvres.

Mme Herta Youssouf, quadragénaire accomplie, est mère de 4 enfants dont elle à la charge depuis sa séparation avec son époux. Déjà chef de ménage avant la crise, elle a dû s'adapter pour subvenir au besoin de la famille, «en plus du petit champ de mil que je cultivais, je tressais des nattes dont la vente me rapportait 2000 F CFA tous les quinze jours. A cela s'ajoute la cueillette et la vente de henné. Cela nous permettait d'avoir un repas par jour». Et de poursuivre « lors de la sécheresse de 2009, j'ai récolté seule-



En deux ans Mme Herta Youssouf a pu multiplier ses chèvres et améliorer sa situation alimentaire

ment 10 coros (environ 20 kilogrammes) de mil et je m'en souviens comme si c'était hier... je ne savais quoi faire ; comment nourrir les enfants avec 10 coros de mil pour toute l'année et 2000 F CFA par quinze jours».

De quatre à dix-huit chèvres

C'est dans cette ambiance de désespoir que la FAO lui octroyait comme à plusieurs autres femmes, 4 chèvres. « Quand la FAO m'a remis les quatre chèvres, je me suis dit intérieurement, ce sont les jumeaux de mes quatre enfants... j'ai bien pris soins de mes animaux, chaque matin je leur donne de l'eau, puis je les laisse paître l'herbe naturelle. Le soir, je m'assure que toutes mes chèvres sont présentes. En 2011, je suis passé à 6 chèvres, puis à 12 en 2012 et actuellement j'en ai 18 ».

Pour mieux gérer son cheptel qui s'agrandit au fil des années, Mme Herta

leur donne un complément alimentaire composé de son de maïs, de luzerne qu'elle cultive dans le ouaddi et de feuille de savonnier en plus du pâturage naturel. Ensuite, elle procède à un mélange de soins vétérinaires et traditionnels pour le déparasitage et le traitement des cas de diarrhée.

Depuis quelques années, la situation alimentaire et financière semble s'être améliorée comme elle l'atteste « pendant la saison pluvieuse, j'arrive à traire par jour, environ 4 l de lait et 1,5 l les autres mois de l'année, quand j'ai des chèvres allaitantes. Ce lait est utilisé pour l'alimentation de la famille. Quand il y en a de trop, j'en donne à mes voisines qui sont dans le besoin ». L'appui de la FAO a non seulement permis aux femmes de reconstituer leurs moyens d'existence mais aussi de s'adapter, de se former et de se reconstruire après la crise en augmentant leurs capacités à faire face aux prochaines crises.

Forte mobilisation pour l'agriculture, le Ministre fait le point

Les résultats de la mission de prospection des potentialités agro-sylvo-pastorales de la région du Borkou, la campagne agricole et l'engagement du chef de l'Etat en faveur du monde rural sont au menu de l'entretien que nous a accordé le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation



©Djimeoum Milla/Le Progrès

Dr Ngariera Rimadjita : La mission s'est très bien déroulée. Nous étions une délégation composée des autorités et d'experts des quatre départements ministériels du secteur rural pour accompagner la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République dans sa vision pour cette région où il a été lui-même faire le constat de son potentiel inexploité par des entretiens avec la population.

Le Borkou qui est une région désertique au sens réel du terme dispose d'un capital foncier et de ressources en eau abondantes. Ces écosystèmes appelés oasis ou ouadis, encadrés dans ce vaste désert saharien n'attendent qu'à être mis en valeur pour la production de denrées alimentaires, végétales, animales de hautes qualités.

Nous sommes au milieu de la campagne agricole, quelle est la situation sur l'ensemble du territoire ?

Nous sommes en septembre, la campagne agricole est donc bien avancée. La situation agricole sur l'ensemble du territoire, inquiétante en début de campagne, paraît rassurante actuellement, au regard de la cadence des pluies et de leur répartition dans l'espace. Mais une prolongation des pluies jusqu'en mi-octobre est vivement souhaitée pour avoir une bonne récolte dans les deux grandes zones agro écologiques. **Lors de son investiture en 2011, le Chef de l'Etat a décidé de consacrer**

les trois premières années de son mandat au développement du monde rural. Deux ans après, quel peut être le bilan à mi-parcours de cet engagement ?

Le bilan à mi-parcours que nous pouvons donner ne saurait être exhaustif, vu la complexité et l'envergure du développement rural qui se trouve être la prérogative de quatre Départements ministériels dont celui de l'Agriculture et de l'Irrigation que je dirige.

Faisant suite au forum et pour atteindre les objectifs de sécurité

alimentaire et de croissance de l'économie nationale, le Ministère de l'Agriculture a défini 5 axes stratégiques: Maîtrise et gestion de l'eau ; Intensification et diversification des productions agricoles ; Renforcement du dispositif de prévention et de gestion de crises alimentaires ; Renforcement des capacités des services et des producteurs ; Appui à la promotion des filières porteuses.

En exécution des engagements du Chef de l'Etat, les allocations budgétaires aux Ministères en charge du secteur rural ont augmenté substantiellement. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation a obtenu pour les deux exercices budgétaires une enveloppe de 68 milliards de Cfa en 2012 et de 78 milliards en 2013.

L'amorce de la mécanisation agricole s'est faite à travers la mise à disposition des producteurs de 2 500 tracteurs, 5 000 charrues, 1 000 charrettes bovines et 443 semoirs. L'intensification agricole s'est traduite par la mise à disposition des producteurs de 3 500 tonnes d'engrais minéraux et de 2 500 tonnes de semences. La maîtrise de l'eau pour améliorer nos productions vivrières trouve son expression dans les aménagements hydro agricoles avec 10 600 hectares dans les régions du Mayo-Kebbi Est, de la Tandjilé, du Lac Tchad, du Mandoul, du Salamat et du Batha et en perspectives

les travaux d'aménagements hydro agricoles se poursuivent en vue d'atteindre 100 000 hectares d'ici 2015. Tous ces efforts sont soutenus par le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) sous la supervision technique du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation.

Le renforcement de la coopération avec les pays amis et les organisations internationales dont la FAO, se traduit par la mise en œuvre de nouveaux projets et programmes agricoles pour l'amélioration de la résilience des ménages agricoles.

A la faveur de l'engagement du Chef de l'Etat, le secteur rural a bénéficié d'importants investissements. Quels sont les résultats de cet investissement sur le développement du monde rural ?

Grâce aux grands investissements réalisés en faveur du secteur rural, suite à l'Engagement de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, il est observé des résultats tangibles contribuant significativement à la sécurité alimentaire. En effet, des fonds importants mis à la disposition du secteur rural en général et du sous-secteur de l'agriculture en particulier, ont permis d'obtenir les trois résultats importants suivants : La crise alimentaire survenue dans les régions sahéliennes du pays en 2011, a été jugulée grâce à des actions de mobilisation d'un stock de sécurité alimentaire de 74 000 tonnes constituées avec l'aide de la communauté internationale ; La production céréalière a atteint le record de 3 161 240 tonnes durant la campagne 2012/2013, avec un excédent de 540 tonnes par rapport au besoin de consommation nationale, malgré de graves inondations qui ont détruit des cultures en zone soudanienne. La hausse de la production agricole durant cette campagne est de 54% par rapport à la moyenne de cinq dernières années ; et enfin l'insécurité alimentaire globale est moins sévère depuis deux ans.



L'Administratrice du PNUD Mme Helen Clark appelle le Tchad à récolter les dividendes de la stabilité

Au terme de sa visite au Tchad du 14 au 17 Septembre, l'Administrateur du PNUD, Helen Clark, a appelé le pays et ses partenaires à redoubler d'efforts pour accélérer les progrès sur les Objectifs du Millénaire pour le développement.

« Pour le Tchad, le moment est venu et il ne faut pas passer à côté, car la stabilité implique un dividende, et ce dividende, c'est le développement, » a-t-elle déclaré au Président Idriss Déby Itno.

Après des années de conflit, le Tchad est entré dans une ère de stabilité qui lui a permis de croître sur le plan économique et de jeter les bases d'un développement durable. Le Plan national de développement pour 2013-2015 met la priorité sur les services sociaux de base, tels la santé, l'éducation et la production agricole, tandis que la Vision 2025 émergente du gouvernement vise à faire du Tchad un pays à revenu intermédiaire.

Lors de son passage à Ndjamena, Helen Clark a lancé avec le Premier ministre, un plan ambitieux visant à réduire de moitié la proportion de la population menacée par la faim. Déployé sur une période de trois ans, le programme, d'une valeur de 1 milliard USD.

Il mettra l'accent sur le développement de la petite irrigation, l'accès aux semences, engrais et équipements pour les petits producteurs, en particulier les femmes. Il visera

également à diversifier les cultures et à former les agriculteurs sur les techniques d'adaptation aux changements climatiques.

« Un homme qui a faim n'est pas un homme libre, » a-t-elle souligné plusieurs fois en reprenant l'expression du président tchadien.

Helen Clark s'est également rendue dans la région sahélienne de Dar Sila, située dans l'est du pays, afin d'observer la mise en place d'un programme de résilience.

Le programme soutient directement les communautés mais travaille également avec les autorités locales pour aider les populations à construire un avenir plus solide, capable de résister aux chocs dont la région est victime : changements climatiques, sécheresse, croissance démographique et conflits communautaires.

L'initiative a mis en place des comités de paix et audiences itinérantes pour prévenir les



Mme Clark en compagnie des bénéficiaires à Goz-beida

conflits et permettre de sensibiliser les populations sur l'état de droit et les violences, en particulier envers les femmes.

Elle donnera l'accès à l'énergie aux communautés, grâce à l'installation de générateurs accomplissant les tâches les plus difficiles, comme le décorticage du grain. Mille femmes seront formées à la commercialisation de produits locaux.

La sécurité alimentaire et nutritionnelle : priorité du 11^{ème} FED

L'Ordonnateur national du Fonds Européen de Développement (FED), le Ministre du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, ont initié un atelier de réflexion sur les secteurs de concentration de la coopération de l'UE avec le Tchad pour les sept prochaines années. L'atelier a regroupé le 19 août 2013 les représentants des services de l'Etat (Départements ministériels, Assemblée nationale, Collectivités décentralisées...), des partenaires techniques et financiers, du secteur privé et de la société civile.

Les secteurs retenus sont la "sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural", la "gestion durable des ressources naturelles" et enfin de "la consolidation de l'état de droit", auxquels s'ajoutent deux secteurs transversaux (appui à l'Ordonnateur National dans la mise en œuvre de la coopération Tchado-européenne et appui à la société civile).

Plusieurs recommandations ont été faites par les participants à l'issue de l'atelier. Notamment, la proposition d'adopter une approche décentralisée et qui favorise la bonne gouvernance dans les trois secteurs retenus. Les recommandations seront considérées dans la rédaction ultérieure d'un Programme Indicatif Pluriannuel, qui définit

les axes d'intervention au sein des trois secteurs, en ligne avec le Plan National de Développement (PND) du pays. Un atelier, prévu pour la mi-octobre, présentera ce document aux parties concernées. L'UE envisage une allocation de 354 à 442 millions d'euros au titre du 11^e FED au Tchad pour la période 2014-2020.

Représentée à cette rencontre, la FAO, qui joue un rôle prépondérant dans le secteur rural, a été identifiée comme partenaire actif notamment pour contribuer au « développement de l'offre de production et des opportunités d'emploi décents, la protection de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques », axes prioritaires du PND.

Oxfam mène une vaste opération de distributions de vivres auprès de plus de 50 000 personnes à l'Est du Tchad

Alors que la période de soudure a commencé pour les plus de 2 millions de personnes frappées par l'insécurité alimentaire au Tchad (dont 103.000 dans le Sila, soit 40% des ménages de la région), les organisations humanitaires présentes à l'Est du Tchad déploient des larges opérations de distributions des vivres et autres activités pour aider la population. Au cours de cet exercice, Oxfam a effectué la distribution ciblée de vivres et de kits de prévention de la malnutrition pour plus de 50.000 personnes, afin de venir en aide aux populations vulnérables de la région du Sila.

Cette intervention a concerné 85 villages et 12 sites des personnes déplacées intégrées aux populations hôtes.

L'objectif de cette opération est de renforcer la sécurité alimentaire des ménages pauvres et très pauvres, et également de

prévenir la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de deux ans et les femmes allaitantes.

« La quantité nourriture que j'ai reçue aujourd'hui va m'aider à traverser la plus rude période de l'année. Je vais pouvoir continuer à travailler dans mon champ, sans être obligée de me priver de nourriture ou de m'endetter pour pouvoir nourrir mes enfants » explique, Halimé, la quarantaine, chef de ménage, bénéficiaire de la distribution organisée par Oxfam le 18 juillet sur le site de Koloma (à proximité de la ville de Goz Beida).

En plus de ces activités, Oxfam a mené du Cash transfert à plus de 2950 ménages pauvres et très pauvres dans le Sila afin de contribuer à l'accroissement de la sécurité alimentaire et à la protection des moyens d'existence de ces populations.



Mise en place d'une stratégie régionale de Suivi-évaluation

« Construire ensemble un cadre harmonisé pour le suivi et l'évaluation des résultats que nous visons en tant qu'Organisation ». Tel est le thème de l'atelier qui s'est tenu au Siège du Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique, à Accra du 30 juillet au 1^{er} août 2013

La conférence régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Brazzaville au Congo en 2012 a exigé que les rapports des activités de l'institution soient axés sur des résultats mesurables. Cette option qui doit être appliquée pour l'exercice biennal 2012-2013, permettra à la FAO de mieux apprécier ses interventions et guidera les travaux de la prochaine conférence régionale qui aura lieu à Tunis en mars 2014. Dans la perspective de cette rencontre et afin de mieux outiller les différentes agences de la sous-région, l'atelier tenu du 30 juillet au 1^{er} août 2013 au siège du Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique, à Accra

s'est donné pour mandat la réalisation d'un cadre harmonisé de suivi et d'évaluation des résultats. Au cours des travaux de cet atelier, l'accent est mis sur la stratégie régionale de suivi-évaluation à travers un système fiable et durable, la mise à niveau des différents responsables, l'harmonisation des méthodes et outils de collecte et de partage des données

Une feuille de route axée sur les quatre priorités régionales ainsi qu'un mécanisme de renforcement de réseau de suivi évaluation mais surtout d'échange d'expériences entre les pays et le siège ont été définis. Un système d'enquête de base (Corporate Base-

line Survey) du nouveau cadre stratégique en lien avec les cadres de programmation Pays est également mis en place.

A l'issue de cet atelier qui a regroupé les représentants de 25 pays africains, il a été convenu que chaque pays de la région produise un rapport national de synthèse sur les résultats des travaux de la FAO pour l'exercice biennal 2012-2013 et que les 15 pays africains sélectionnés dont le Tchad remplissent le questionnaire d'enquête de base. Ces deux documents doivent être rendus disponibles à la fin du mois de Septembre 2013.

La redevabilité et l'intégration du genre dans les actions d'urgence

Une formation sur la redevabilité et l'intégration de la dimension genre dans les actions d'urgence en faveur des populations vulnérables a été organisée par la FAO à N'Djamena du 1^{er} au 4 juillet 2013.

During les 3 jours d'intenses travaux en atelier, une trentaine de participants venant de N'Djamena et des régions représentantes des institutions de l'Etat, des ONG et des organisations de la société civile ont eu l'occasion d'échanger et de se familiariser aux concepts de redevabilité et de l'intégration du genre dans les diverses interventions humanitaires. Ils ont passé en revue les sept engagements de la FAO en termes de redevabilité et correspondant principalement aux cinq engagements concernant la redevabilité envers les populations affectées du Comité permanent inter organisations (IASC CAAP). L'atelier a également développé la vision de la politique de la FAO concernant l'égalité des gen-

res pour "Atteindre les objectifs de sécurité alimentaire dans l'agriculture et le développement rural" (Politique du 8 mars 2012).

La définition la plus simple de la redevabilité est l'utilisation responsable du pouvoir par les travailleurs humanitaires envers les populations qu'ils assistent. L'intégration du genre est une question essentielle et peut renforcer la redevabilité car le sexe, l'âge et l'origine ethnique restent des obstacles persistants pour l'égalité d'accès et la participation.

La redevabilité étant l'utilisation responsable du pouvoir, il est primordial d'assurer un équilibre du pouvoir, en donnant plus à ceux qui en ont moins, et en reprenant à ceux qui en ont plus. Les inégalités du pouvoir sont dues à de nombreux facteurs tels que les in-

justices et problématiques liées au genre, à l'information, à la participation, aux risques d'exploitation et d'abus, etc. Ces facteurs représentent par conséquent des barrières à l'utilisation responsable du pouvoir et devraient bénéficier d'une attention particulière des acteurs humanitaires.

La redevabilité est étroitement liée à une gestion de qualité. La qualité des programmes se mesure en termes d'efficacité, d'efficacités et d'impact. Le bénéficiaire est donc l'élément central de mesure de la qualité, d'où l'importance de la qualité des services et de la satisfaction des besoins effectifs des bénéficiaires, pour une meilleure redevabilité.

Bienvenue à la FAO/TCHAD



Le Représentant de la FAO au Tchad et tout le personnel souhaitent la bienvenue à **Vincent et Alice** qui viennent de rejoindre l'équipe.

Vincent Boulardot est consultant International en appui aux opérations d'urgence et de réhabilitation de la FAO et chargé de la coordination du Cluster sécurité alimentaire.



Alice Verrier, chargée de la sécurité alimentaire mise à disposition de la Représentation par la République française.

Carnet Rose



Mbaidedji Calvin

est arrivé le 12 Septembre 2013 chez notre collègue Mbaidedji NDjérabé François et Lagmet Mramé Gloria. Félicitations à ses parents!

L'Actualité de la Représentation

Visites de terrain

Du 1^{er} au 04 Juillet 2013, Mme Esther Rothenmund, Consultante Internationale a effectué une mission pour modérer l'atelier sur la redevabilité humanitaire.

Du 08 au 18 Juillet 2013, mission du **Dr Zakaria Rhissa**, Consultant International pour appuyer l'organisation de l'atelier national dans le cadre du projet TCP/SFC/3401 «Formulation d'une réglementation régionale sur la sécurité sanitaire des animaux en Afrique centrale.

Du 5 au 22 Août 2013, Mme Tine Louise Agathe Yacine, Fonctionnaire Chargée des Opérations au Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique à Accra au Ghana a effec-

tué une mission d'appui à l'administration et au programme du bureau de la FAO/TCHAD.

Du 10 au 24 Août 2013, Mr Said Lagnoui, Consultant International, a effectué une mission de formation nationale sur les techniques de pulvérisation et la gestion de la campagne de prospection acridienne dans le cadre de l'appui à l'Agence Nationale de Lutte Antiacridienne (ANLA).

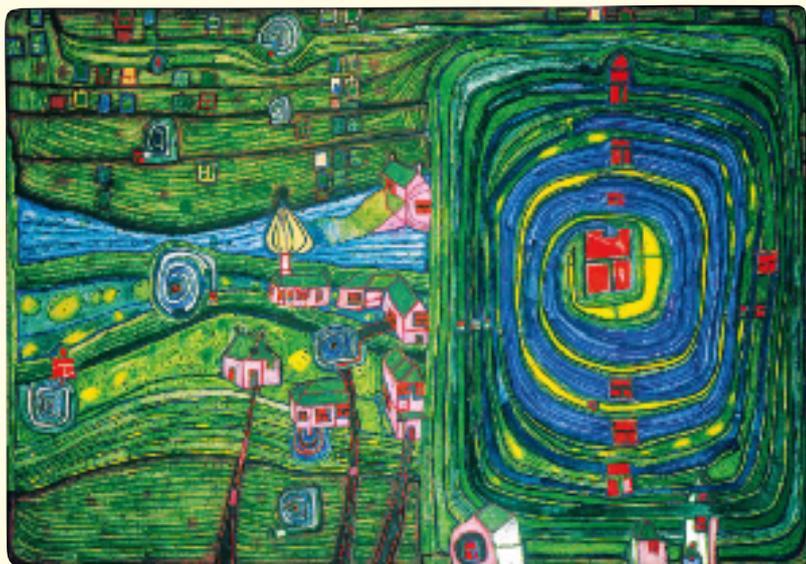
Du 12 au 31 Août 2013, une mission de prospection et de lutte Antiacridienne a été menée à Abéché, Salal, Fada et Faya –Largeau par hélicoptère par **Mr Pascal Harvard**, Consultant International, logisticien aéronefs et **Mr Stephane**

Phafiotte, Pilote de l'hélicoptère.

Du 1^{er} - 04 Septembre 2013, Mission d'appui à l'administration de la FAO Tchad effectué par **Mr Quenel Fabio**, Fonctionnaire Chargé des Finances au Siège de la FAO à Rome.

Du 13 au 28 Septembre 2013, Mission de **Mr Alapini Calixte Oyéniran**, Consultant International en planification de programmes et d'investissement et **Mme Odile Angoran**, fonctionnaire au bureau régional de la FAO pour organiser l'atelier de la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA)

Bientôt la Journée Mondiale de l'Alimentation



Friedensreich Hundertwasser, (738) Grass for those who cry, 1975, © 2013 NAMIDA AG, Glarus/Switzerland

LA SANTÉ DES POPULATIONS DÉPEND DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES SAINS

Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

**Journée mondiale de l'alimentation
16 octobre 2013**



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

www.fao.org

Responsable de Publication
Germain Dasylyva

Rédaction

Batédjim Noudjalbaye
Marc Abdala
Toyoun Nguenaye
François Mbaïdedji
Marianne Tinlot
Valérie Andriamasinoro
Vincent Boulardot
Alice Verrier

& les coordonnateurs de projets

Contacts

Représentation FAO au Tchad

Rue 2058, Avenue Félix Eboué

BP : 101 - N'Djaména Tchad

Tél. : 00235/ 22 52 36 17

Fax : 00235/ 22 51 88 50

Courriel: FAO-TD@fao.org